Programme de formation-recherche du CIERA

**« Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand.
Approches théoriques, pratiques politiques, culturelles et sociales »**

*Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ;
Hélène Miard-Delacroix (ENS LSH) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2)*

Compte rendu de la séance du 7 mars 2008

Lieu : Maison de la Recherche, 28 rue Serpente 75006 Paris

Intervenants : Corine Defrance (CNRS, Paris)
Adrien Dejean (Lyon 2 – CMB Berlin)
Anne Sommerlat (Amiens)

Langues de travail : français et allemand

Discutants : Marc Cluet (Professeur, Rennes 2) et Fritz Taubert (MDC, Paris XII)

La première intervention, présentée par **Corine Defrance**, porte sur **Le rapprochement franco-allemand par la société civile après 1945**.

Résumé de l'intervention :

Ce travail s'inscrit dans un projet en collaboration avec Mayence qui s'intitule « Société civile et coopération franco-allemande depuis 1945 ».

Corine Defrance part du constat que les politiques ne sont pas les seuls acteurs du rapprochement franco-allemand, il s'agit de prendre également en considération le rôle des forces profondes de la société, d'autant plus que la société civile constitue un champ de recherche encore peu exploré. Mme Defrance rappelle l'évolution du terme de « société civile », qui existe depuis l'Antiquité, et qui, de nos jours, désigne la capacité des citoyens à se libérer de l'Etat, donc à « démocratiser la démocratie ». Actuellement, la société civile devient une forme de « troisième secteur », succédant à l'Etat et à l'économie, bien qu'il soit très difficile de séparer les trois domaines les uns des autres. Idéalement, la société civile requiert un Etat de droit. Elle ne se limite pas à un rassemblement d'intérêts privés, elle dispose d'une identité collective et a une certaine influence sur l'Etat.

Après ces rappels, Corine Defrance pose la question du rôle de la société civile dans les relations internationales. Ces dernières sont comprises comme un système de communication et plus seulement comme un système de domination. Ce changement de paradigme laisse donc la place à la question du rôle des acteurs. Afin de délimiter l'objet de l'étude, Mme Defrance définit tout d'abord la société civile comme l'ensemble des associations qui poursuivent un but de connaissance de l'autre, et cela sans profit politique ou économique et sans être centré sur des intérêts sectoriels. Il s'agit alors de s'interroger sur le processus de

formation de ces associations, sur leurs liens, leurs objectifs et leur éventuelle instrumentalisation politique.

Partant du constat qu'un rapprochement franco-allemand réel et durable n'a pas été possible au cours des années vingt, alors qu'il l'a été après 1945, elle oppose le rôle relais que la société civile a pu jouer après le second conflit mondial à l'absence de structures semblables après la Grande Guerre. Sans le relais des associations, les seuls grands hommes ne peuvent faire avancer les choses.

Conditions pour la renaissance d'une société civile en France et en Allemagne après 1945 :

Pourtant, le Troisième Reich scella la fin de toute société civile et l'apolitisme qui régnait après 1945 ne poussait guère à l'engagement. En France également, le terrain ne semblait pas plus favorable du fait du moindre développement de la société civile dans les pays latins. Mais dès les années 1945-1948, deux associations françaises pour le rapprochement avec l'Allemagne virent le jour, relayées plus tard par des homologues allemands. Les fondations des grandes associations de sociétés civiles que sont le Comité Français d'Echanges avec l'Allemagne Nouvelle et le Deutsch-französisches Institut de Ludwigsburg remontent également à 1948, même s'il faut ensuite attendre les années cinquante et soixante en Allemagne pour voir se développer une société civile digne de ce nom dont la particularité réside dans son abstraction de l'idée nationale.

Perspectives de recherche :

Le rôle des petits cercles franco-allemands qui émergent à partir d'initiatives personnelles et locales n'est pas à négliger. Il semble également intéressant de réfléchir aux espaces géographiques du rapprochement entre les deux pays, aux particularités locales ou régionales de ces processus ainsi qu'à leurs freins. Analyser à la fois les succès et les échecs paraît indispensable, d'autant plus que ni l'éloignement, ni la proximité géographique entre villes françaises et allemandes ne semble être un critère pour la mise en place plus ou moins précoce de jumelages. A ce sujet, les cas particuliers que représentent l'Alsace, la Lorraine et la Sarre se doivent d'être analysés à part ; il s'agit là d'un travail qui reste encore à faire.

La composition sociologique des sociétés civiles impliquées dans le rapprochement franco-allemand demeure un domaine encore mal connu qui pourrait être abordé par le biais d'études transversales ou d'études de cas. Le milieu le mieux exploré à ce jour est le milieu confessionnel. Du côté français, ce sont le mouvement fédératif européen et le catholicisme de gauche qui furent les plus actifs, alors qu'outre-Rhin, il s'agit du milieu catholique rhénan. Le milieu résistant joua lui aussi un rôle très important dans le rapprochement franco-allemand ; celui des anciens combattants et prisonniers de guerre y contribua également, en particulier après 1954, année des premières reprises de contacts entre les associations d'anciens combattants français et allemands, devenues de plus en plus fréquentes à partir de 1957. Enfin, des enfants de couples mixtes, des Allemands qui avaient émigré en France dans les années trente et même des personnalités compromises sous le Troisième Reich se sont eux aussi engagés pour le développement du franco-allemand. Dans ce cadre, une réflexion plus systématique sur les figures du rapprochement reste à mener, sans toutefois négliger l'interaction entre les différents types d'acteurs, qu'ils soient organisateurs, concepteurs ou simples participants.

Discussion :

Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) entame la discussion en remarquant qu'il est nécessaire de bien connaître la dimension politique pour pouvoir travailler sur la société civile. Il pose ensuite la question de la méthodologie et des sources en soulignant que Mme Defrance met beaucoup l'accent sur des domaines pour lesquels il existe des archives, comme les milieux confessionnels. Peut-être serait-il intéressant de chercher du côté des archives départementales et du Conseil de l'Europe. Enfin, il se demande pour quelle raison Mme Defrance a laissé de côté les milieux sportifs.

Fritz Taubert (Université Paris XII) intervient pour préciser que les collaborateurs ont, en somme, bien peu œuvré pour le franco-allemand.

Corine Defrance répond à M. Cahn que, du côté français, elle a pris contact avec toutes les archives départementales et les archives des communes dont elle savait qu'elles avaient connu une activité associative, ainsi qu'avec les *Stadtarchive* et les archives des Länder du côté allemand. Des deux côtés du Rhin, les associations qui ont œuvré pour le rapprochement franco-allemand ont pour la plupart déposé leurs archives au niveau municipal. Les archives consulaires se révèlent pour leur part souvent très riches, les associations s'adressant dans de nombreux cas aux consuls pour l'obtention de subventions. D'autre part, le Conseil des Communes d'Europe dispose d'archives regroupées à Florence, quant à celles de l'Union Internationale des Maires, elles se trouvent à Ludwigsburg. Enfin, Mme Defrance précise qu'elle ne s'est pas intéressée aux milieux sportifs parce qu'il s'agit de milieux où s'exprime souvent un certain nationalisme.

Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2) propose de se pencher sur les travaux de Pierre Parlebas en ce qui concerne les milieux sportifs. Lors d'un colloque intitulé « La société civile organisée aux XIXe et XXe siècles : perspectives allemandes et françaises » qui s'est tenu fin janvier à Lyon, l'emploi inflationniste du terme de « société civile » a été contesté, mais il a été relevé que l'étude des tensions et de l'impossible autonomie des associations pouvait être un axe de recherche prometteur. Mme Saint Gille ajoute qu'il pourrait être intéressant de comparer le rôle de la Caritas en Alsace et en Moselle, ces deux associations ayant des histoires bien différentes et aucun contact entre elles.

Françoise Knopper (Université Toulouse 2) précise que la ville de Toulouse n'est toujours pas jumelée avec une ville allemande. Peut-être ce cas peut-il s'avérer intéressant en tant qu'analyse d'un échec. Elle remarque ensuite que le terme « civil » se situe entre « civique » et « l'opposé du militaire » : si l'on peut, aujourd'hui, travailler sur la société civile, c'est bien parce que la part du militaire occupe une place bien moins importante dans nos sociétés.

Jean-Paul Cahn ajoute que la présence militaire en Allemagne pendant l'occupation a également permis de créer des liens qui ne sont pas des liens militaires.

Marc Cluet (Université Rennes 2) considère que le premier problème qui se pose à l'intérieur d'une communauté est la réconciliation entre collaborateurs et non-collaborateurs, en particulier en Alsace ; en témoigne d'ailleurs les jumelages entre des villes alsaciennes et des villes de la « France de l'intérieur ». Avant de songer à une réconciliation avec l'Allemagne, il fallait passer par une « réconciliation avec soi-même ».

Anne Sommerlat (Université d'Amiens) pose la question du rôle des rapprochements scolaires et socio-professionnels pour les rapprochements transnationaux.

Corine Defrance répond que les jumelages se font effectivement entre villes de la même taille et de répartition socio-professionnelle similaire.

Jean-Paul Cahn donne l'exemple de la Sarre où le rapprochement professionnel autour de l'exploitation du charbon – que la Sarre soit française ou allemande – pèse plus que l'identité nationale.

A une dernière question d'**Ulrich Pfeil** (Université de Saint Etienne) sur la RDA, **Corine Defrance** répond qu'en Allemagne de l'Est, les associations étaient prises en main par l'Etat et qu'il n'y existait donc pas à proprement parler de société civile.

La deuxième intervention, présentée par **Anne Sommerlat**, est intitulée : « **Quelques enjeux du discours sur la construction de la paix dans les Pays baltes, en particulier en Lettonie, depuis les indépendances** ».

Résumé de l'intervention :

Anne Sommerlat commence son intervention par un rappel de l'histoire des Pays baltes tiraillés entre l'Europe et la Russie. L'annexion à l'URSS après la Seconde Guerre mondiale y a été perçue comme un abandon de la part des Européens et l'occupation soviétique a profondément marqué les esprits. Le travail sur l'histoire et la mémoire, amorcé depuis que ces pays ont recouvré leur souveraineté nationale, montre la difficulté à faire la paix avec le passé. Dans quelle mesure la période actuelle est-elle perçue comme une réalisation tardive de la fin de la Seconde Guerre mondiale, expérience asynchrone fondamentale par rapport aux Européens de l'Ouest ? Comment se présentent les débats actuels sur la fin des occupations étrangères, surtout l'occupation soviétique, la plus récente ? Il s'agit d'une question d'actualité, qui déchaîne encore les passions. L'une des conditions de la paix, qui est en même temps l'un de ses enjeux, résiderait dans l'interprétation du passé et l'écriture de l'histoire. Il semble qu'on puisse distinguer trois dimensions du discours tenu depuis 1991, juridique, morale, et mémorielle, dont les implications sont à la fois collectives et individuelles, puisqu'il repose encore en partie sur les dires des gens et les expériences vécues par les familles.

L'adhésion à l'Union Européenne a conféré aux Pays baltes la reconnaissance de leur souveraineté ainsi que de leur caractère européen. Rappeler l'appartenance européenne de la région semble donc être une condition à la paix. Pourtant, la question des frontières, étroitement liée à la question des minorités russophones, n'est pas complètement résolue, en particulier en Estonie qui n'a toujours pas signé de traité frontalier avec la Russie.

Dans quelle mesure l'harmonisation des visions du passé est-elle un préalable à la paix ? En effet, la (re)présentation de la guerre, de l'après-guerre et de l'indépendance oppose les Baltes à la fois aux Russes et aux Européens de l'Ouest. La mémoire, longtemps taboue, est plus que jamais particulièrement douloureuse, le souvenir des déportations demeure un

traumatisme permanent, et cela d'autant plus que le travail de réévaluation du passé n'a pas pu intervenir avant 1991 et n'en est donc qu'à ses débuts. Ce n'est que l'adhésion à l'Union Européenne qui semble avoir mis « le point final [...] à un passé difficile », pour reprendre les propos de l'historien letton Valters Nollendorfs. Néanmoins, il reste de nombreux sujets de crispation avec l'ancien occupant dont certains, en particulier le tracé des frontières, sont en passe d'être ou ont été résolus. Les Baltes n'ont jamais admis l'annexion à l'URSS en 1940, qui avait mis fin à la première indépendance de leur histoire (1918), ni les modifications territoriales qui s'en suivirent. Le règlement du différend concernant les frontières a en outre été associé à celui de la question des minorités russophones. Le décalage avec l'historiographie occidentale résulte du parallèle établi entre les crimes nazis et communistes, au nom du fait que les goulags ont fait des centaines de milliers de victimes dans les Pays baltes. Mais de nombreux Européens ont le sentiment que l'occupation par un régime totalitaire devient pour ces peuples un prétexte pour revendiquer la singularité de l'expérience historique et le statut de victime.

Les références aux cultures nationales se sont multipliées depuis les indépendances, comme en témoignent l'ouverture de musées et l'inauguration de monuments commémoratifs, cette culture du souvenir étant en même temps un manifeste contre l'époque soviétique. Les divergences de fond retentissent sur la reconstruction de ces pays qui sont mis face au défi d'assumer les conséquences de l'occupation soviétique, en particulier les lieux de mémoire, où se mêlent à la fois la mémoire et l'histoire (cf. le musée des tirailleurs rouges à Riga transformé en musée des occupations en 1993, le déplacement de la statue d'un soldat russe à Tallinn en 2007), mais également l'accès aux dossiers des anciens agents collaborateurs du KGB (question de la lustration et des institutions de gestion de la mémoire), enfin les minorités russophones, devenues en partie des non-citoyens depuis le vote de nouvelles lois sur la citoyenneté.

En outre, la question de la mémoire allemande, de l'ancienne puissance colonisatrice, se pose à nouveau en Lettonie et en Estonie, comme un écho à la réflexion engagée dans les années 1920 et 1930. La perspective actuelle en Lettonie privilégie une interprétation nuancée, ne cachant pas l'existence à l'époque de mouvements germanophobes, mais elle met également en avant le legs culturel, architectural et littéraire allemand, notamment celui de l'expérience courlandaise (1561-1795). La légende noire de cette époque tend à s'estomper, se voyant remplacée par celle du passé soviétique. Mais la réconciliation devra de fonder sur l'histoire, et non sur la seule mémoire.

Discussion :

Marc Cluet (Université Rennes 2) remarque pour commencer que le destin des Pays baltes s'apparente à celui de la Slovaquie. Il poursuit en insistant sur la nécessité de distinguer le transfert de populations organisé par les Nazis après le pacte germano-soviétique, à savoir le transfert de populations allemandes pour peupler le corridor, de la déportation de Lettons nationalistes après 1945. Il se demande si les Lettons incluent aussi ces germanophones déplacés dans le nombre des victimes qu'ils s'attribuent.

Anne Sommerlat répond que la question des déplacés allemands n'est pas au centre de la mémoire balte. Les Lettons ont tendance à récupérer les « bons côtés » de la mémoire

allemande tout en occultant les zones d'ombre, comme leur participation à la déportation des Juifs.

Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) se demande si l'on n'est pas en présence d'un processus de victimisation. Ce à quoi **Anne Sommerlat** répond par l'affirmative, tout en faisant remarquer que cela peut également s'expliquer par la volonté d'être reconnu par l'Europe de l'Ouest.

Marc Cluet ajoute qu'il ne faut pas oublier les Lettons pro-soviétiques et pose la question du corpus sur lequel travaille Mme Sommerlat et sur son éventuelle maîtrise de la langue. Celle-ci précise que son corpus est pour l'essentiel germanophone.

Fritz Taubert (Université Paris XII) conseille à l'intervenante de se pencher également sur Bobrowski et ses *Litauische Claviere* où les Nazis portent des noms baltes et les antifascistes des noms allemands. Il reconnaît que lui-même ne sait pas comment traiter une non-histoire actuelle où se mêle mémoire et falsification de l'histoire. En effet, cette histoire pose justement problème en tant que non-histoire. Se pose également la question des sources et du traitement d'une minorité qui était linguistiquement majoritaire. Il se demande s'il existe des cas similaires où une minorité anciennement colonisatrice est devenue une minorité tout court par un simple changement de régime. Enfin, il pointe le problème culturel en posant la question de la substitution de la culture du colonisateur, en l'occurrence allemand, à la culture nationale alors que ces pays deviennent des nations dans un contexte post-national.

Françoise Knopper (Université Toulouse 2) estime qu'il s'agit plutôt de transferts culturels donnant lieu à la création d'une culture nouvelle plutôt que de la substitution d'une culture à une autre.

La troisième et dernière intervention, présentée par **Adrien Dejean**, portait **sur la politique culturelle allemande dans l'espace turco-ottoman entre 1908 et 1924.**

Résumé de l'intervention :

Adrien Dejean commence par rappeler que l'historiographie des relations germano-ottomanes telles qu'elles se sont développées à partir du dernier quart du XIXe siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale s'est avant tout concentrée sur leurs aspects militaire, diplomatique et économique, tandis que leur composante culturelle, qui commence à prendre de l'importance à partir de la révolution Jeune Turque de juillet 1908, n'a bénéficié que d'une attention encore très limitée. Les quelques récentes études qui se sont penchées sur le problème ont surtout abordé l'aspect institutionnel revêtu par ces relations en faisant parfois passer au second plan les logiques qui les sous-tendent. C'est pourquoi Adrien Dejean a décidé de s'intéresser plus particulièrement au point de vue des acteurs et de resituer l'intensification des liens culturels dont ils ont été les artisans dans le cadre plus large de la « mobilisation de l'arrière » permise par la Première Guerre mondiale.

Après avoir rappelé les circonstances intellectuelles et politiques dans lesquelles l'idée que l'Allemagne avait tout intérêt à mener une politique culturelle à l'étranger s'est imposée,

Adrien Dejean insiste sur l'importance de l'engagement des élites universitaires dans ce processus. Selon les zones du monde dans lesquelles l'Allemagne entendait s'implanter, une solide connaissance scientifique des cultures et des peuples concernés devait permettre une politique extérieure plus efficace. C'est à ce moment que l'idée d'une « science appliquée » commence à se faire jour. Cette nouvelle forme d'utilisation des savoirs est à placer dans la continuité d'un tournant qui s'est opéré dans les milieux académiques allemands et qui a pris place avant l'éclatement du conflit sous la houlette des cercles libéraux. Les tenants de cette inflexion ont contribué à l'émergence d'une nouvelle forme d'impérialisme dite « impérialisme pacifique ». L'orientalisme allemand du début du XXe siècle a lui-même accompagné cette inflexion, notamment par l'intermédiaire d'universitaires tels que Martin Hartmann ou encore Carl Heinrich Becker, qui ont permis de sortir leur discipline des domaines philologique et théologique dans lesquels elle était selon eux jusqu'à lors reléguée en donnant à l'islam la dimension plus large d'une civilisation et non plus d'une simple religion. A cet égard, Becker compte parmi les pères de l'islamologie moderne en Allemagne.

Afin d'illustrer son propos par un exemple, Adrien Dejean choisit enfin de confronter une conférence donnée par Carl Heinrich Becker à Bonn en janvier 1916, intitulée *Das türkische Bildungsproblem* et les témoignages de professeurs allemands envoyés dans l'Empire ottoman entre 1908 et 1918, réunis dans un recueil paru en 1928. Ces écrits portent tous sur un même phénomène, à savoir l'exportation d'un modèle d'éducation allemand en Turquie et ses modalités. En revanche, Becker parle en tant qu'orientaliste, disposant d'une certaine connaissance de la culture des pays musulmans, et en tant qu'historien et philosophe de la culture, développant de ce fait une certaine conception de l'éducation en général et de son rôle dans la constitution de la culture. Les professeurs quant à eux font part de leur expérience sur le terrain sans nécessairement s'interroger sur l'impact que leur travail était susceptible d'avoir sur une culture étrangère dont ils n'avaient, pour la plupart, qu'une connaissance superficielle.

D'autre part, Becker s'exprime à un moment où l'Allemagne baignait encore dans un climat relativement euphorique en raison de ses victoires militaires. Quant aux professeurs, ils font paraître leurs témoignages après la défaite et les traités de paix dont ils rappellent les conséquences dévastatrices pour l'Allemagne.

Bien que différents sous bien des aspects, la conférence de Becker et les témoignages de ces professeurs ont pour principal horizon celui de la guerre et de la mobilisation générale qu'elle implique. Nous sommes donc ici en présence de deux discours mobilisateurs, le premier s'inscrivant dans le cadre du conflit, le second s'inscrivant à sa suite et prenant une tonalité clairement re-mobilisatrice.

Dans les deux cas, la notion de paix n'apparaît que pour définir l'attitude de l'Allemagne pendant la guerre et pour contrer les accusations émanant des puissances de l'Entente. L'Allemagne, en accomplissant son œuvre culturelle en Turquie, n'aurait poursuivi que des desseins pacifiques et aurait de surcroît préparé la paix pendant la guerre. Quant à l'effort culturel allemand dans l'Empire ottoman, ce dernier est vécu comme une continuation de l'effort de guerre. Il s'agit en effet d'assurer le rayonnement de l'Allemagne à l'étranger en se gardant de toute velléité hégémonique et d'œuvrer au maintien de l'indépendance turque en matière culturelle tout en dressant un parallèle entre le combat que l'Allemagne mène pour son existence et celui de la Turquie.

Becker tente donc dans son discours de hisser l'œuvre des acteurs de la politique culturelle allemande au Proche-Orient au niveau de celle des soldats et donc de légitimer du même coup l'engagement des disciplines scientifiques. Ce pas fait en direction de la mobilisation générale des élites universitaires permet aussi d'accréditer l'idée selon laquelle

l'Allemagne aurait une mission civilisatrice à accomplir et que cette dernière ne peut être menée à bien que grâce à l'aide des élites universitaires.

En ce qui concerne les ressorts de cette mobilisation, Adrien Dejean distingue trois niveaux différents. Tout d'abord la mise au même niveau symbolique de la mobilisation des acteurs de cette politique culturelle et celle des soldats. Ensuite, une mobilisation contre des modèles culturels concurrents, le principal accusé étant le modèle français, déjà bien implanté au Moyen-Orient et stigmatisé pour son effet « dénationalisant » sur les élites turques. La condamnation n'est cependant pas systématique, puisque l'une des causes de cet effet néfaste est attribuée à un « goût typiquement oriental pour le formalisme » qui aurait entraîné une adoption superficielle du modèle culturel occidental (ici français) par les élites turques. Enfin, il s'agit d'une mobilisation en vue de faire accéder la Turquie à un certain niveau d'indépendance (politique, économique et culturelle) pour permettre à l'Allemagne d'asseoir ses intérêts contre les intérêts français et britanniques dans la région après la guerre et afin de faire advenir la singularité culturelle de l'Orient islamique, dont Becker rappelle et défend l'intérêt pour l'humanité entière.

En ce qui concerne l'influence que l'expérience écourtée d'une politique culturelle allemande en Turquie a pu exercer sur le processus de sortie de guerre, les réactions semblent diverger selon que l'on se place du point de vue de l'orientaliste Becker ou du point de vue des professeurs. Ces derniers mettent en avant leur expérience du terrain pour se livrer à une critique de l'Etat, des modalités de sa politique vis-à-vis de son allié turc et de son engagement jugé trop faible pendant le conflit. C'est surtout le privilège accordé aux relations avec les acteurs turcs et le relatif délaissement des contacts avec les communautés allemandes déjà établies en Turquie qui fait l'objet des principales critiques. Leur expérience leur permet en outre de dégager des hypothèses quant aux causes de la défaite allemande. Cette dernière serait en grande partie due à l'absence d'une unité nationale allemande achevée à l'intérieur du Reich, alors qu'au sein des communautés allemandes dispersées à travers le monde, on pouvait au contraire observer un sentiment d'appartenance à la culture allemande plus profondément ancré. Il s'agit donc pour la majorité de ces professeurs de prendre exemple sur ce *Auslandsdeutschtum* tout en ne perdant pas de vue son extrême fragilité. Outre le rôle d'exemple, ces communautés allemandes sont parfois ouvertement qualifiées de base arrière en prévision d'un autre conflit. La nécessité de poursuivre l'œuvre culturelle allemande à l'étranger est donc clairement orientée en fonction d'impératifs remobilisateurs.

A l'issue de la guerre, Becker semble faire le même constat que ces professeurs sans pour autant les rejoindre dans leurs appels à une poursuite plus offensive de la politique culturelle allemande à l'étranger. L'Allemagne n'aurait pas trouvé d'unité culturelle et ne pourrait dans ces conditions exporter son modèle de façon viable. L'urgence consisterait selon lui dans le dépassement de la crise spirituelle que l'Allemagne traverse au lendemain de la guerre grâce à l'éducation de la nouvelle génération. Les velléités expansionnistes semblent avoir disparu de ses propos.

Discussion :

Fritz Taubert (Université Paris XII) entame la discussion par la question du corpus sur lequel travaille Adrien Dejean. Celui-ci répond que l'ouvrage de Boelitz et Schmidt comporte seize témoignages de professeurs allemands enseignant dans l'Empire Ottoman. A Istanbul, il existait un lycée allemand d'une capacité d'un millier d'élèves et un certain nombre

d'universitaires allemands ont été envoyés pour enseigner à l'université de cette même ville ; par contre, le projet de fonder une université allemande à Istanbul ne vit pas le jour à cause de la réticence des autorités turques.

Marc Cluet (Université Rennes 2) remarque que le type de discours développé par Becker est très utile pour les élites intellectuelles constitutives de ce qu'on nomme en allemand le « Bildungsbürgertum » en pleine crise et qui se cherchent une mission. En se tournant vers l'Orient dans le but de ressourcer l'Occident, ils peuvent se mettre au service de l'impérialisme et se trouver une nouvelle place au sein d'une société à l'histoire grandiose. Ce qui, par ailleurs, en dit long sur le désarroi de ces intellectuels prêts à se raccrocher au premier projet venu afin de se légitimer. M. Cluet poursuit par l'établissement de quelques parallèles : il rappelle que Hegel ne s'intéresse pas à l'Islam qu'il considère comme un christianisme ossifié et sclérosé, alors que Nietzsche salue la civilisation islamique comme étant à la fois virile, guerrière et raffinée, ce dont nous, Européens, ne serions pas capables. D'autre part, l'Islam se passant de hiérarchie religieuse et d'intermédiaire, Becker le protestant y voit une connexion avec sa propre religion.

Adrien Dejean (Université Lyon 2 – CMB Berlin) fait ici remarquer que Becker n'est au contraire pas tendre avec l'Islam puisqu'il considère que seule une religion sécularisée a droit de cité. Par ailleurs, si l'Ecole archéologique allemande fait référence à la Turquie, c'est surtout par rapport à son fondement grec.

Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ajoute qu'elle a été frappée par le nationalisme dont font preuve ces savants qui semblent considérer la science comme un patrimoine à défendre. Elle se demande par ailleurs si l'Autriche entretenait alors des relations privilégiées avec la Turquie, ce à quoi **Adrien Dejean** répond que les relations entre la Turquie et l'Autriche-Hongrie étaient quelque peu refroidies depuis l'annexion de la Bosnie. Les relations entre ces deux pays étaient plutôt ambiguës, et l'Allemagne et l'Autriche se trouvaient en forte concurrence dès qu'il était question de la Turquie.

Françoise Knopper conclut la séance du 7 mars 2008 en soulignant l'unité de cette journée d'étude qui a illustré la complexité de la « construction de la paix » et examiné diverses possibilités de rapprochement entre collectivités, par le biais des activités des associations civiles locales, de réflexions sur les traces laissées par des périodes d'occupation, ou de l'engagement de fonctionnaires, savants et professeurs, envoyés à l'étranger..

Compte rendu rédigé par :

Adrien Dejean (Lyon 2 – CMB Berlin)

Diane Gilly (Université Paris III)